

Sous-préfecture de NGAOUNDAYE

Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK)



Comment lire ce document ?

Ce document présente la synthèse des principales données collectées auprès de 107 informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Ngaoundaye, durant l'évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) 2022. Les entretiens se sont déroulés entre le 16 et 21 septembre depuis la sous-préfecture de Bocaranga. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités sur les axes évalués. Les indicateurs se réfèrent à la période des 30 jours précédant la collecte, sauf indication contraire. Pour plus d'information, voir la [méthodologie](#).

Couverture

Couverture géographique :

Localités évaluées : **37/188¹**

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents de la localité	84%
- Visiteurs récents dans la localité	15%
- Contact indirect avec la localité	1%
Nombre total d'entretiens	107

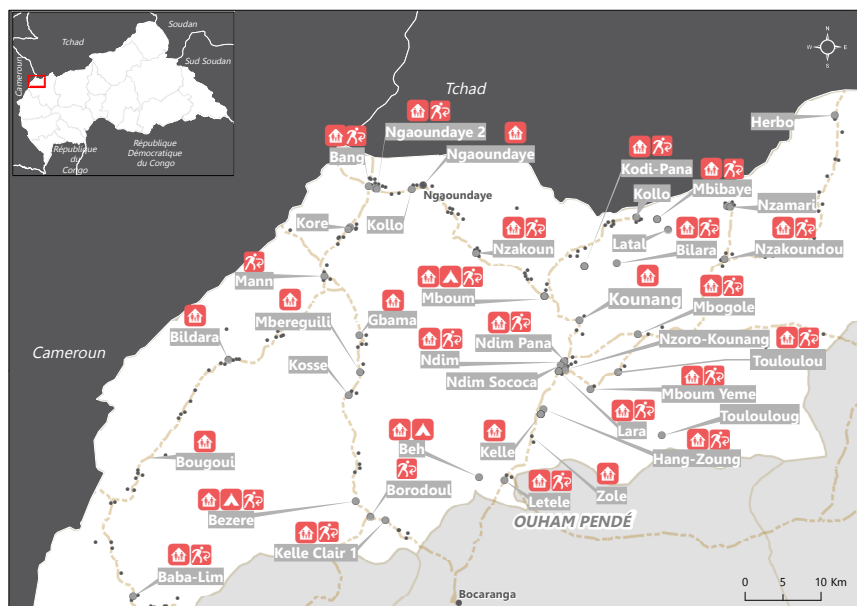
CONTEXTE

Depuis 2013 et le début de la crise prolongée que connaît la République centrafricaine, l'accès des acteurs humanitaires dans plusieurs zones du pays se révèle particulièrement complexe, en raison de contraintes logistiques et/ou sécuritaires. Cela se traduit notamment par un déficit important d'informations relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones².

Afin d'informer la communauté humanitaire, en contribuant notamment à l'Aperçu des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Overview 2023), REACH a conduit une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) au niveau national pour la quatrième année consécutive. Cette étude a été mandatée par le groupe de coordination inter-cluster (ICCG), avalisée par l'équipe humanitaire pays (HCT) et a été réalisée en coordination et collaboration avec le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), en particulier pour la définition des indicateurs en lien avec le Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF).

Pour les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » afin de collecter des informations sur la situation humanitaire dans les sous-préfectures où les acteurs humanitaires n'ont pas accès pour des raisons sécuritaires ou logistiques.

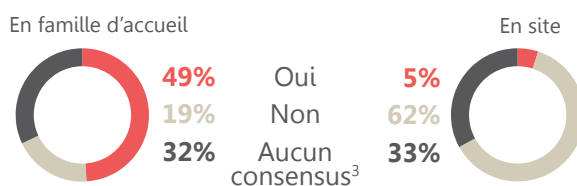
Carte 1 : localités évaluées où la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées a été rapportée :



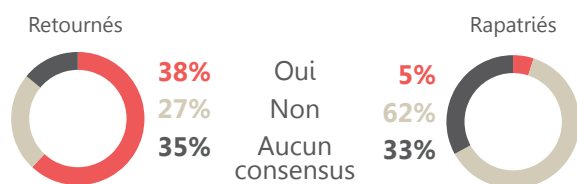
Démographie

Les résultats de l'analyse indiquent une présence de populations soit déplacées soit retournées/rapatriées dans la grande majorité (97%) des localités évaluées.

% de localités évaluées où la présence de personnes déplacées a été rapportée :



% de localités évaluées où la présence de personnes retournées ou rapatriées a été rapportée :



Présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées dans les localités évaluées

- Localité évaluée
- Localité non-évaluée
- Retournés
- PDI en famille d'accueil
- PDI en site

¹ Selon la base de données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](https://data.humdev.org/).

² [Aperçu des besoins humanitaires, République centrafricaine, 2022 \(HNO\)](#).

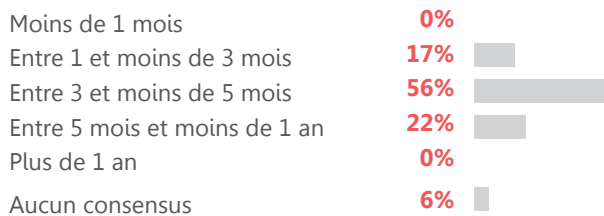
³ Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.



DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁴

Les résultats indiquent que l'insécurité est un grand moteur pour le déplacement, avec le conflit armé étant la seule raison rapportée pour le déplacement. La période du déplacement semble être courte (entre 3 et 5 mois pour 56% de localités évaluées). Selon ces résultats, il peut y avoir des courtes périodes de l'insécurité qui provoquent le déplacement, indiquant un besoin en protection régulier pour la population.

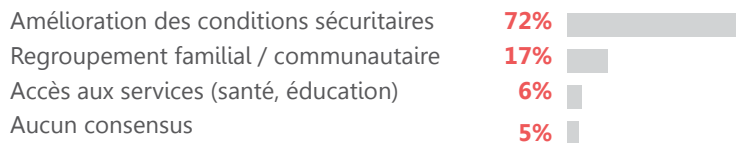
% de localités évaluées par durée moyenne de déplacement de la population déplacée :



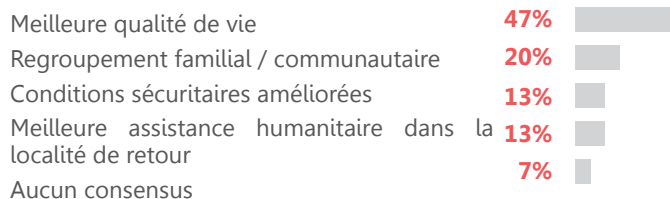
% de localités évaluées par raison principale de déplacement de la population déplacée :



% de localités évaluées par conditions requises des personnes déplacées pour envisager leur retour vers leurs zones d'origine :



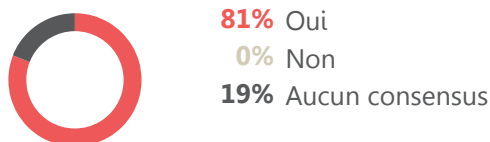
% de localités évaluées par raison principale de retour de la population retournée :



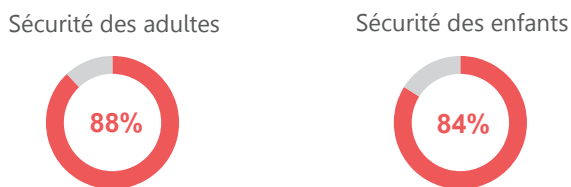
PROTECTION

Les incidents sécuritaires rapportés dans 81% de localités évaluées peuvent contribuer à la forte préoccupation pour la sécurité des adultes et des enfants dans la sous-préfecture de Ngaoundaye. De plus, il a été rapporté que les enfants ont quitté leurs maisons à cause de l'insécurité dans 92% des localités évaluées, signalant un besoin possible pour des interventions en protection ciblant les enfants.

% de localités évaluées où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire :



% de localités évaluées où la sécurité des adultes et des enfants est une préoccupation :



% de localités évaluées par type de risque le plus fréquemment rapporté, par sexe et par âge : (Question à choix multiple)

Hommes	Pillage/criminalité	21%	Garçons (<18ans)	Pillage/criminalité	19%
Femmes	Violence sexuelle	38%	Filles (<18 ans)	Violence sexuelle	31%

La présence de **mineurs séparés** du ménage de leurs parents a été rapportée dans **toutes** les localités évaluées.

% de localités évaluées où au moins un enfant (< 18 ans) était rapporté comme séparé du ménage de ses parents, par raison de séparation proposée : (Question à choix multiple)

A quitté la maison pour rejoindre d'autres membres de la famille	92%
A quitté la maison à cause de l'insécurité dans la zone	92%
A quitté la maison pour étudier	89%
S'est marié et a donc quitté la maison	87%
A quitté la maison pour chercher du travail ou pour travailler	87%
Impossibilité financière de prendre en charge l'enfant	81%
Enfant disparu	65%
S'est perdu pendant les déplacements	60%
Est détenu, arrêté	60%
A été kidnappé ou enlevé	57%
A quitté la maison pour s'engager avec l'armée ou un groupe armé	30%

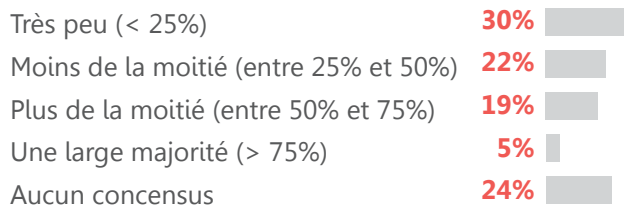
⁴ Uniquement pour les localités où il était rapporté la présence de populations déplacées et/ou retournées.



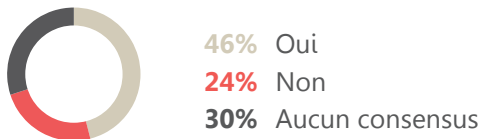
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En plus de protection, la sécurité alimentaire est indiquée comme un besoin prioritaire pour la population. Il a été rapporté que moins de la moitié de la population a accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche dans 52% de localités évaluées. La hausse des prix a été aussi soulevée comme facteur réduisant l'accès au marché. **Les informateurs clés ont dit que pour s'adapter à ces tendances, la plupart de la population a opté pour vendre d'actifs non-productifs ou de retirer les enfants de l'école, indiquant que la population est plutôt en situation de stress ou de crise par rapport à la sécurité alimentaire.**

% de localités évaluées par proportion de la population rapportée d'avoir accès à suffisamment de nourriture :



% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche :



La première difficulté la plus couramment rapportée concernant les approvisionnements des marchés dans la sous-préfecture de Ngaoundaye était **les prix élevés** pour 57% de localités évaluées.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

% de localités évaluées où il était rapporté l'utilisation d'une stratégie d'adaptation pour plus de la moitié de la population afin de pallier à un manque de nourriture, par type de stratégie proposé : (Question à choix multiple)

Vente d'actifs non-productifs	76%	Retirer les enfants de l'école	76%
Emprunt d'argent	70%	Vente ou consommation de la dernière femelle d'un troupeau	65%
Dépense de l'épargne	62%	Faire travailler les enfants	41%
Engagement d'un membre du ménage dans des activités risquées ou illégales	11%	Vente d'une propriété foncière	24%

⁵ 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023)

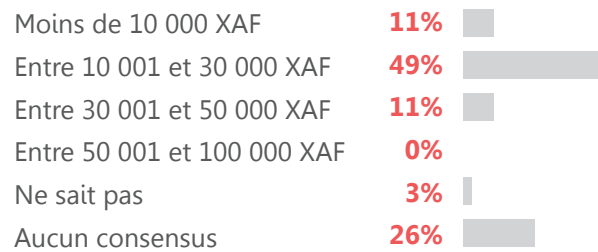
⁶ Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.



MOYENS DE SUBSISTANCE

Un autre facteur qui peut contribuer à l'insécurité alimentaire dans Ngaoundaye est le manque de moyens de subsistance. Dans presque la moitié des localités évaluées (49%), les ménages sont rapportés de gagner en moyen entre 10 000 et 30 000 par mois. Ceci en combinaison avec les prix élevés, peuvent réduire l'accès à la nourriture pour la population. Le revenu n'est pas le seul facteur indiquant l'insécurité alimentaire. Cependant, le fait que les informateurs clés ont rapporté que dans 65% de localités évaluées, les enfants travaillent pour participer aux activités génératrices de revenu peut signaler un problème par rapport à la capacité des ménages de se nourrir et couvrir leurs besoins. L'agriculture est la source principale de revenu la plus rapportée. **Le manque de semences et d'outils, de moyens financiers et de main d'œuvre a été rapporté comme principaux défis à la pratique de l'agriculture. Ces défis contribuent à réduire la sécurité alimentaire pour la population.**

% de localités évaluées par revenu mensuel moyen estimé des ménages (en Franc CFA - XAF⁵) :



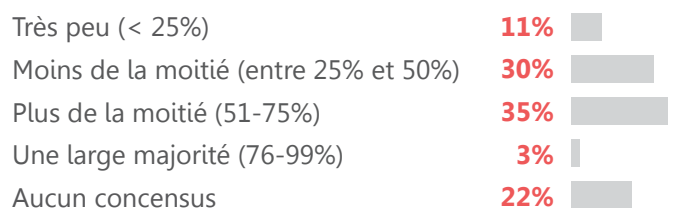
% de localités évaluées par 3 principales sources de revenu des ménages⁶ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Agriculture / maraîchage	97%	0%	0%
Petits commerces	0%	57%	3%
Élevage	0%	8%	19%

% de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées d'être rencontrées par les ménages lorsqu'ils pratiquent l'agriculture⁶ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de semences et/ou d'outils	24%	22%	19%
Insécurité pour accéder aux champs	16%	3%	8%
Manque de moyens financiers	11%	14%	19%

% de localités évaluées par proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :





EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

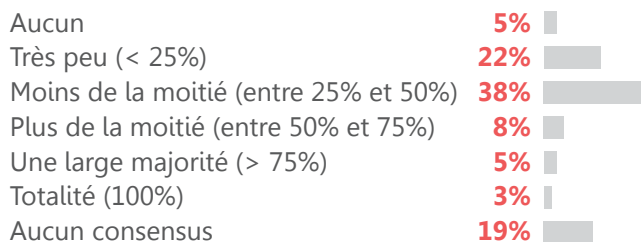
Similaire à la sécurité alimentaire, l'eau semblent d'être un besoin prioritaire pour la population de Ngaoundaye. Bien qu'il ait été rapporté que la majorité de la population dans la plupart des localités évaluées a accès à une source principale d'eau améliorée, il paraît que la quantité est insuffisante. Par exemple, **dans 50% de localités, il a été rapporté que les ménages n'ont pas suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver.** D'ailleurs, les résultats indiquent que la population a besoin d'interventions par rapport aux infrastructures sanitaires. Par exemple, **les ménages partagent des latrines communautaires utilisées par plus de 20 personnes dans 54% de localités évaluées**, selon les informateurs clés.

% de localités évaluées par principale source d'eau⁷ utilisée par la majorité de la population :



67% Source améliorée
11% Source non-améliorée
22% Aucun consensus

% de localités évaluées par proportion de ménages ayant suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver :



Dans **32%** de localités évaluées, le temps moyen rapporté pour se rendre à la source principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage était **supérieur à 30 minutes**.

% de localités évaluées par les 3 principales difficultés pour les ménages d'accéder aux ressources en eau rapportées⁸ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Attente trop longue et/ou quantité insuffisante	46%	16%	3%
Manque de récipients pour collecter l'eau	14%	14%	29%
Mauvaise qualité de l'eau	3%	5%	12%

% de localités évaluées où la pratique de la défécation à l'air libre par la majorité de la population a été rapportée :



57% Non
35% Oui
8% Aucun consensus

Dans **54%** de localités évaluées, l'utilisation de **latrines communautaires** à disposition de plusieurs ménages, utilisées par plus de 20 personnes, a été rapportée.

Il a été rapporté pour **65%** de localités évaluées que moins de la moitié de la population avait **accès au savon**. Il a également été rapporté que dans **30%** de localités évaluées, moins de la moitié de la population avait accès aux **dispositifs de lavage des mains** à distance de marche.



ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS (AME) & ABRI

% de localités évaluées où il était rapporté que la majorité de la population dispose ou ne dispose pas des articles suivants, par raison : (AC : Aucun consensus)

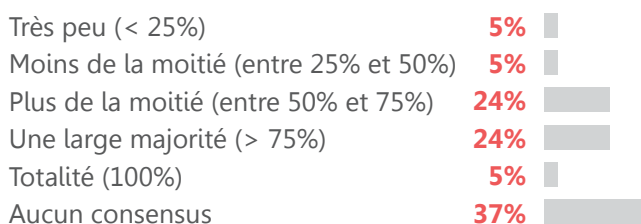
	Introuvable	Trop cher	Dispose	AC
Lampe / torche solaire	3%	68%	19%	11%
Casserole et marmite	11%	62%	16%	11%
Savon de toilette	24%	57%	3%	16%
Bidon plastique 20L	24%	49%	8%	19%
Seau + couvercle 20L	14%	62%	8%	16%
Savon de lessive	0%	54%	27%	19%
Bassine	16%	49%	16%	19%
Couverture	8%	68%	16%	8%
Supports de couchage	14%	62%	8%	16%
Moustiquaire	70%	16%	0%	14%

L'habitat en paille est le principal type d'abri rapporté dans **81%** de localités. Par ailleurs, pour **100%** de localités évaluées, le principal type de toiture des habitations était une **toiture en paille**. La présence de personnes habitant dans des **abris inadéquats** (abri d'urgence, collectif, tente, sans abri) a aussi été rapportée dans **14%** de localités évaluées.

% de localités évaluées par premier problème rapporté des abris face aux conditions extérieures :

Fuites en cas de pluies légères	73%
Manque d'isolation contre le froid	11%
Présence de termites	5%
Écroulement en cas de pluie	3%
Présence de saleté ou de débris	3%
Aucun consensus	5%

% de localités évaluées par proportion de la population dont le foyer est partagé par plusieurs ménages :



⁷ Source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (référence : [WASH JMP](#)).

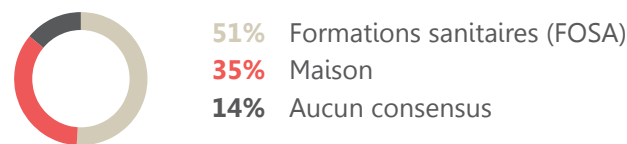
⁸ Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.

Avec les prix élevés observés dans les marchés, la plupart des articles ménagers essentiels, comme la lampe, le savon et les moustiquaires, semblent d'être trop chères pour la population à accéder. D'ailleurs, les résultats indiquent que la plupart des ménages vivent dans des abris adéquats, mais ces abris ont des problèmes. **D'après les informateurs clés, les ménages habitent dans les habitats en paille dans 81% de localités évaluées, mais les problèmes les plus rapportés avec leurs abris sont les fuites en cas de pluies légères et manque d'isolation contre le froid.**

SANTÉ

Les résultats indiquent que la population de Ngaoundaye a accès aux services de santé fonctionnels, mais cet accès est limité par le coût élevé ou la mauvaise qualité du traitement. Par exemple, il y a 65% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée d'avoir accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche. Cependant, l'indisponibilité de médicaments, le coût de traitement et la mauvaise qualité des soins ont été signalés parmi les défis principaux pour bénéficier d'une prise en charge de ces services.

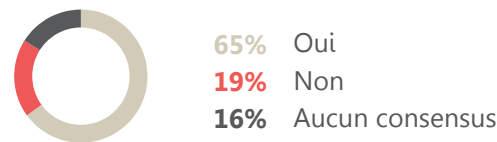
% de localités évaluées par lieu d'accouchement de la majorité des femmes rapporté :



% de localités évaluées par les 3 principales raisons pour la majorité des femmes d'accoucher à domicile citées⁹ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Manque de médicaments	46%	14%	3%
Soins trop chers	19%	22%	22%
Insécurité est trop forte dans la zone	3%	11%	14%

% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche :



% de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge des services de santé⁹ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Soins trop chers	52%	23%	10%
Physiquement impossible pour le femmes de se rendre à la maternité ou au centre de santé	22%	27%	10%
Manque de personnel	0%	9%	20%

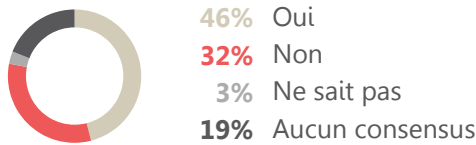
⁹ Toutes les options ne sont pas montrées. Par conséquent, la somme des pourcentages ne sera pas toujours égale à 100 %.



NUTRITION

La situation d'accès à la nutrition est similaire à la situation sanitaire dans la sous-préfecture. **Les résultats indiquent que la population a accès aux services de nutrition, mais cet accès peut être trop cher ou de mauvaise qualité.** Dans presque la moitié des localités évaluées (46%), les informateurs clés ont dit que la majorité de la population a accès des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche, mais les mêmes difficultés qui ont été rapportés pour les services de santé ont été rapporté ici : le coût de traitement et la mauvaise qualité des soins. Ces résultats indiquent que l'abilité de la population de se soigner est compromis.

% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche :



% de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de nutrition⁹ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de médicaments	51%	22%	6%
Soins trop chers	3%	22%	11%
Qualité des soins fournis insuffisante	0%	3%	26%



ÉDUCATION

Selon les informateurs clés, il y a une partie d'enfants qui ne suivent pas l'école assez régulièrement. **Par exemple, il a été rapporté que dans 22% de localités évaluées, plus de la moitié des enfants ont définitivement abandonné l'école au cours de l'année scolaire 2021 - 2022.** Les facteurs qui contribuent à ce résultat sont les barrières d'accès. **Les barrières les plus souvent cités sont les problèmes financiers et les problèmes sécuritaires.**

% de localités évaluées par taux de fréquentation scolaire estimé des élèves :

	Filles				Garçons			
	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans
Aucun élève	35%	5%	3%	5%	32%	5%	3%	5%
Une minorité d'élèves (≤25%)	16%	14%	16%	19%	14%	8%	8%	5%
Moins de la moitié des élèves (entre 25% et 50%)	14%	24%	11%	19%	8%	22%	8%	16%
Plus de la moitié des élèves (entre 50% et 75%)	8%	24%	30%	11%	14%	38%	38%	19%
Une large majorité d'élèves (≥75%)	5%	8%	11%	14%	5%	8%	19%	24%
Aucun consensus / nsp	22%	25%	29%	32%	27%	19%	24%	31%

% de localités évaluées par la raison principale de l'accès difficile à une éducation formelle :



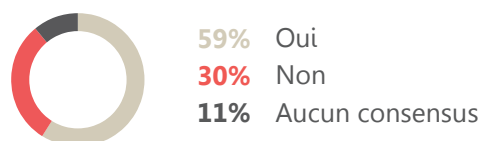
Dans **22%** de localités évaluées dans la sous-préfecture de Ngaoundaye, il a été rapporté que plus de la moitié des enfants ont **définitivement abandonné l'école** au cours de l'année scolaire 2021 - 2022.



REDEVABILITÉ (AAP)

Bien que les informateurs clés aient été rapporté que **59% de localités évaluées ont reçu un aide dans les 6 derniers mois, il ne semble pas toujours couvrir les besoins de la population**. Par exemple, il a été rapporté que l'aide apporté n'était pas suffisant en termes de quantité dans 31% de localités évaluées. **En termes d'information demandée, les types les plus cités concernent comment obtenir la nourriture, comment obtenir la santé et comment rester en sécurité.** Ces informations correspondent avec les besoins de nourriture, santé et protection, discutés ci-dessus.

% de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois a été rapportée :



Pour **31%** de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois a été rapportée, cette assistance a été rapportée **insuffisante en termes de quantité**.

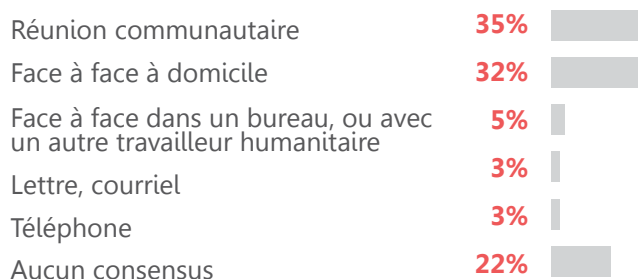
% de localités évaluées par premier type d'information souhaité par la majorité de la population :

Comment obtenir de la nourriture	16%
Comment s'enregistrer pour obtenir de l'aide humanitaire	11%
Comment obtenir un abri / un logement / du matériel pour construire un abri	8%

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT). Les publications de REACH en RCA sont à retrouver [au lien suivant](#).

% de localités évaluées par moyens préférés par la majorité de la population pour donner un avis aux fournisseurs sur l'aide humanitaire reçue :



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie « Zone de Connaissance / AoK » a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations à jour concernant les besoins de la majorité de la population vivant dans des zones inaccessibles ou difficiles d'accès, pour lesquelles les informations humanitaires sont insuffisantes.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante AoK a été retenue. À la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficiles d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : **Bambouti, Ngaoundaye, Ouadda, Ouanda-Djallé, Yalinga et Zangba**. Pour des raisons logistiques et de capacité, dans la sous-préfecture de Bambouti uniquement le chef lieu a été couvert, tandis que la sous-préfecture de Zangba n'a pas été couverte.

Les données ont été collectées par les équipes REACH entre 8 et 21 septembre 2022, à travers des entretiens auprès des IC identifiés et sur la base d'un questionnaire multisectoriel. Les IC ont été identifiés en fonction de leur connaissance des localités ciblées. Notamment, les IC ont été choisi parmi :

- des résidents des localités ciblées se trouvant temporairement dans une localité accessible ;
- des personnes déplacées originaires des localités ciblées, déplacées depuis moins de 30 jours ;
- des commerçants/voyageurs/conducteurs/travailleurs dans des organisations non-gouvernementales (ONG) se rendant régulièrement dans les localités ciblées, dont la dernière visite avait été effectuée moins de 30 jours avant l'enquête.

Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis¹⁰. **Les résultats présentés doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les localités évaluées de la sous-préfecture de Ngaoundaye.**

Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour le MSNA, les [termes de référence](#) de l'évaluation sont disponibles en ligne, ainsi que le [questionnaire](#). La [base de données collectées auprès de ménages](#) dans les zones réputées accessibles est disponible pour le téléchargement, sur demande, tandis que la base de données collectées auprès d'IC dans des zones difficiles d'accès n'est pas publiée pour des raisons de protection de données.

¹⁰ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".